

GENESE DES SCIENCES SOCIALES ET ACTION REFORMATRICE : PARIS, LONDRES ET NEW YORK (1890-1930).

Christian TOPALOV
Directeur de recherche au CNRS
Chargé de conférences à l'EHESS

Compte-rendu d'enseignement 1989-1990

Le séminaire est consacré à l'étude des relations entre pratiques réformatrices et représentations savantes de la société dans trois grandes métropoles (Londres, Paris et New York) au cours des années 1890-1930, période où émergent sciences et politiques sociales modernes. L'approche comparative vise à faire ressortir, au-delà des spécificités des histoires intellectuelles et institutionnelles nationales, certains traits invariants des postures cognitives et pratiques qui prennent forme au début du XXe siècle dans les pays industrialisés. L'étude porte à la fois sur la réorganisation des représentations, l'élaboration et l'expérimentation de nouvelles propositions réformatrices, et sur les agents sociaux de ces transformations. Comme l'année précédente, deux secteurs de réforme ont été retenus : l'émergence de l'urbanisme comme discipline et celle de nouvelles méthodes de gestion des chômeurs. Le séminaire a été centré cette année sur la période de la première guerre mondiale, au cours de laquelle la mobilisation industrielle et l'union sacrée ont fourni à l'action réformatrice un laboratoire exceptionnel permettant de mettre en oeuvre en vraie grandeur les projets développés depuis le tournant du siècle.

En matière de réforme urbaine, on a examiné d'abord les projets de "reconstruction" débattus dans les trois pays au cours même du conflit. La question du logement est désormais regardée comme un problème "national" et non plus seulement "ouvrier", tandis que les nouveaux urbanistes et les dirigeants des organisations réformatrices sont brusquement appelés au service des administrations qui gèrent la mobilisation industrielle. L'expérience du war housing américain (1917-1920) a été étudiée, puis les programmes de construction de l'immédiat après-guerre dans les trois pays. La morphologie des cités nouvelles comme leurs modes de gestion sont conçus en fonction d'un objectif nouveau: reconstruire la "communauté". Des exposés ont ensuite porté sur deux aspects du cas français: l'action d'Henri Sellier à Suresnes, où formes urbaines et interventions sociales sur les populations sont étroitement liées (Katherine Burlen, CNRS), et celle de George B. Ford à Reims, où un des principaux city planners américains -dont le rôle à New York a été étudié l'an dernier- intervient dans la reconstruction française (Marc Bédarida, Ecole d'Architecture de Reims).

En matière de réforme des dispositifs de gestion de la pauvreté, l'étude a porté sur les évolutions des politiques de traitement des chômeurs à la veille et au cours du conflit. On a observé la consolidation au tournant des années 1910 d'une nouvelle représentation savante du chômage, conçu désormais comme un "fait social", aussi bien chez un durkheimien comme Max Lazard que chez Beveridge. Des propositions réformatrices vont de pair avec cette réorganisation du regard: l'institution d'un système d'assurance chômage, dont on a examiné comment il reprend en le retournant un modèle élaboré dans les syndicats, et la mise en place d'un réseau de bureaux de placement publics destinés à "organiser le marché du travail". Sur ces terrains, la guerre est l'occasion d'innovations décisives dans les trois pays. Un exposé a porté plus spécifiquement sur les rapports du mouvement ouvrier à l'action sociale à Paris au cours du conflit (Jean Louis Robert, Université de Paris I). Enfin, Robert Castel (Université de Paris VIII) a mis en perspective la période étudiée dans le séminaire en étudiant la lutte contre la précarité sur la longue durée, jusqu'au "revenu minimum d'insertion" français d'aujourd'hui.